

ETUDES HELLENIQUES

HELLENIC STUDIES

CHYPRE: LA VOIE À SUIVRE

**CYPRUS: THE WAY
FORWARD**

Edited by / Sous la direction de

Aris Petasis

With Associate Editor/Avec la collaboration de

Stephanos Constantinides

Contributors / Contributions de

Stephanos Constantinides

George C. Georgiou

Solon Kassinis

Hilal Khashan

Theodoros Kyprianou

William Mallinson

Miguel Ángel Moratinos Cuyaubé

Aris Petasis

Volume 22, No 2, Autumn / Automne 2014

2

Chronologies

Chypre: 1er mai – 31 octobre 2014

21-23 mai: Visite à Chypre du Vice-Président des Etats unis, Joe Biden qui soutient la relance des négociations intercommunautaires pour une solution de la question chypriote.

25 mai: Elections au Parlement européen (6 sièges à pourvoir): 43, 97% de votants (59,40% en 2009). Le parti de droite Disy obtient 37,75% des voix et 2 sièges. Le parti de la gauche communiste Akel remporte aussi 2 sièges avec 26,98% des suffrages. Le parti du centre Diko (10,83%) et le parti socialiste Edek (7,68%) obtiennent chacun un siège.

2 juin: La Commission européenne attribue une aide de 575 000 euros pour 10 écoles de la zone occupée. Depuis 2008 une aide de 3 millions d'euros a été accordée à 67 écoles de cette zone.

3 juin: Selon Eurostat le chômage a été à Chypre de 16,4% en avril (16,9% en mars).

24 juillet: Rencontre du président de la République Nicos Anastasiades et du président de la Communauté chypriote turque Dervis Eroglu, qui n'a pas permis de trouver un accord ni sur la procédure à suivre pour les négociations intercommunautaires ni sur les mesures de confiance à prendre pour chacune des deux parties au cours de ces négociations.

3 août: Le président N.Anastasiades déclare au journal grec Vima tis Kyriakis: "La solution du problème chypriote sera un compromis et ne doit pas laisser le sentiment qu'il y a un vainqueur et des vaincus".

Un Chypriote turc, Erai Ozer, déclare à Politis être prêt à restituer à leur propriétaire chypriote grec des terres qui lui avaient été accordées par l'administration de la zone occupée.

6 septembre: Le Parlement chypriote adopte à la demande de la Troïka une loi autorisant la saisie de biens immobiliers à des personnes ne pouvant plus payer leurs dettes afin de permettre l'octroi au gouvernement de Nicosie d'une nouvelle tranche d'aide de 436 millions d'euros. Le président N. Anastasiades renvoie cette loi au Parlement pour un nouvel examen considérant que

plusieurs amendements à cette loi votés par les députés sont contraires à la Constitution.

10 septembre: L'ancien Porte Parole du Gouvernement Christos Stylianidés est désigné Commissaire européen chargé d'Internet et de la Culture.

1er septembre: Visite en zone occupée de Chypre du nouveau président de la République de Turquie R. Erdogan, qui déclare que la solution de la question chypriote est une solution à 2 Etats. Une dizaine de manifestants contre la venue du président turc ont brandi des pancartes «M.Ergogan vous n'êtes pas le bienvenu».

16 septembre: Visite en zone occupée de Chypre du nouveau Premier ministre turc Ahmed Davutoglu.

25 septembre: Le ministère de la Défense lance une opération de sauvetage qui a permis de secourir 300 réfugiés syriens ayant envoyé des signaux de détresse d'un bateau au large de Paphos.

7 octobre: Manoeuvres communes de Chypre et des Etats Unis de sauvetage au sud des côtes chypriotes.

Le président Anastasiades suspend les négociations inter - communautaires à la suite des constantes incursions de bateaux turcs dans la zone économique exclusive de Chypre.

23 octobre: Hospitalisation à Bruxelles du président Anastasiades venu assister au Conseil européen.

29 octobre: Rencontre à Nicosie des ministres des Affaires étrangères de Chypre, de Grèce et d'Egypte pour préparer la réunion au Caire du 8 novembre des présidents Sissi et Anastasiades ainsi que du Premier ministre Samaras relative à la délimitation des zones économiques exclusives de ces trois pays.

31 octobre: La Cour suprême de Chypre a jugé inconstitutionnels les quatre amendements à la loi sur les saisies immobilières, ouvrant ainsi la voie au versement de l'aide internationale de 436 millions d'euros.

Grèce: 1er mai- 31 octobre 2014

8 mai: le Premier ministre Antonis Samaras présente ses propositions de révision de la Constitution: Election au suffrage universel du Président de la République aux pouvoirs renforcés et diminution du nombre de députés.

25 mai: Elections au Parlement européen (21 sièges à pourvoir): 59,96% de votants (52,63% en 2009). Syriza, le parti de la gauche radicale, arrive en tête avec 26,57% des voix (6 sièges). Suivent le parti de droite la Nouvelle Démocratie (22,72% et 5 sièges), le parti néo-nazi, Aube Dorée (9,39% et 3 sièges), l'Olivier, coalition dirigée par le parti socialiste Pasok, (8,02% et 2 sièges), le parti de centre gauche, La Rivière (6,60% 2 sièges), le parti communiste KKE (6,11% et 2 sièges), le parti de droite, Grecs indépendants (3,46% et 1 siège).

9 juin: Remaniement ministériel: L'économiste Guikas Hardouvelis devient ministre des Finances à la place de Ioannis Stournaras et le député non inscrit (ex Pasok) Andréas Loverdos est nommé ministre de l'Education.

12 juin: Le ministre délégué aux Finances, Christos Staikouras annonce un excédent primaire budgétaire - en faisant abstraction du remboursement de la dette souveraine - de 711 millions d'euros sur les 5 premiers mois de 2014 au lieu d'un déficit de de 970 millions d'euros sur la même période de 2013.

15 juin: 10^{ème} édition à Athènes de la Gay Pride. Une dizaine de milliers de personnes défilent en présence de Georges Kaminis, le maire de la capitale.

6 juillet: Selon le journal britannique *The Guardian* le gouvernement grec, comme des gouvernements d'autres pays, a fait l'objet d'opérations de surveillances des services de la NSA américaine.

12 août: A.Samaras déclare depuis le tumulus Kasta sur le site antique d'Amphipolis dans la région de Macédoine où a été découvert un monument composé d'une enceinte de 497m formant un cercle parfait construit en marbre provenant de l'île de Thassos: «Il est évident que nous nous trouvons devant une trouvaille d'une exceptionnelle importance». Incertitude sur le squelette trouvé dans le tombeau découvert. Il pourrait s'agir de la sépulture d'un général macédonien.

6 septembre: Le Premier ministre Samaras déclare à Thessalonique que la Grèce est sortie de la crise après 6 ans de récession.

9 septembre: Adoption d'une loi contre le racisme, l'antisémitisme, l'incitation à la haine qui prévoit une peine de 3 ans de prison contre 2 précédemment. Une peine identique punira désormais la négation ou l'apologie de l'Holocauste, des génocides et des crimes contre l'humanité.

10 septembre: L'ancien ministre des Affaires étrangères Dimitri Avramopoulos

est désigné Commissaire européen chargé de la Migration, des Droits et des Affaires intérieures.

10 octobre: Selon ELSTAT (Institut de statistiques de Grèce) le PIB a baissé en 2013 de 3,3% et non pas de 3,9% comme prévu. Le ministre des Finances G.Hardouvelis indique que la reprise économique sera effective au 3ème trimestre de 2014 après 6 ans de récession (prévision d'une expansion de 2,9% en 2015 et de 4,7% en 2016).

Vote de confiance au gouvernement Samaras par 155 voix contre 131 et 12 députés absents dont 8 députés du parti néo-nazi Aube Dorée en prison.

23 octobre: Un sondage publié par l'hebdomadaire Pontiki prévoit une avance de 5% du parti Syriza sur la Nouvelle Démocratie en cas d'élections législatives: Syriza (27%), Nouvelle Démocratie (22%), Aube Dorée (7%), Pasok (6,5%), La Rivière (6%), KKE (5%).